

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2024-190

REGLEMENTATION PERMANENTE DE LA CIRCULATION SENS UNIQUE RUE DES PICARDES

Le Maire de la Commune de Jonquières Saint Vincent,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1 ;
Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants ;
Vu le Code de la Voirie Routière ;
Vu le Code de la Route notamment l'article L411-1 ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

Considérant la nécessité d'assurer la sécurité pour l'ensemble des usagers et d'améliorer la circulation des véhicules automobiles;

ARRÊTE

Article N°1 : La circulation est à sens unique Rue des Picardes, depuis l'intersection avec la Rue Pasteur jusqu'à l'intersection du Chemin des Mas, dans le sens Rue Pasteur – Chemin des Mas.
L'interdiction est matérialisée par deux panneaux de signalisation « Sens Interdit » situés devant et en face le N°14 rue des Picardes.

Article N°2 : Les véhicules contrevenants seront verbalisés, en application de l'article R412-28 du code de la route

Article N°3 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article N°4 : Monsieur le Directeur Général des Services et les agents placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la publication, de la notification et de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Bouillargues / Bellegarde.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou être déféré dans les mêmes conditions de délai devant le Tribunal Administratif de Nîmes. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr »

Fait à Jonquières Saint Vincent, le 29 Mai 2024
Le Maire, Jean-Marie FOURNIER

Fourrier
